CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 2 juillet 1956

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LA FÊTE DU DOMINION

QUATRE-VINGT-NEUVIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉDÉRATION

Le très hon. C. D. Howe (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, les Canadiens célèbrent aujourd'hui le 89^e anniversaire de la naissance de la confédération canadienne. Je proposerais que nous suivions le précédent établi ces dernières années lorsque la Chambre s'est trouvée à siéger ce jour-là et que nous nous levions pour chanter ensemble *O Canada* et *Dieu protège la Reine*.

(Les membres de la Chambre, s'étant levés, chantent *O Canada* et *Dieu protège la Reine*.)

LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. L'ORATEUR—DÉCLARATION AU SUJET DE SA DÉMISSION

M. l'Orateur: J'aimerais faire une déclaration à la Chambre. Vendredi dernier, le chef de l'opposition a soulevé la question de privilège à propos de la publication, dans un journal, de deux paragraphes extraits d'une lettre personnelle que j'ai écrite à un écrivain franc-tireur qui collabore occasionnellement au journal montréalais *La Patrie*. Malgré le fait,—fait bien connu et facile à vérifier par ceux qui ne savent pas que M. Cinq-Mars, auteur de l'article en question, n'écrit qu'en franc-tireur, le *Journal* d'Ottawa, dans un éditorial qu'il a publié dans son édition de samedi, a déclaré que j'avais écrit au "rédacteur" du journal *La Patrie*.

Vendredi dernier, le chef de l'opposition a soutenu que, si l'expression "mes accusateurs faussaient les faits pour leurs propres fins politiques" était employée à la Chambre, il incomberait à l'Orateur d'exiger immédiatement une rétractation. Dans son éditorial de samedi, le *Journal* d'Ottawa a appuyé à cet égard l'affirmation du chef de l'opposition. Il n'a nullement été tenu compte de mon opinion, bien fondée je crois, selon laquelle l'expression serait antiparlementaire seulement si elle se lisait ainsi: "Mes accusateurs ont intentionnellement faussé les faits". J'avais mentionné un cas récent, qu'on trou-

ve à la page 5570 du hansard du 26 juin 1956. L'honorable député de Kootenay-Est avait dit:

Le chef de la CCF, répondant à une de mes interruptions au moment où il tentait de dénaturer les faits comme il l'a déjà fait dans le passé et disait que nous étions responsables des infractions au Règlement...

L'honorable député de The Battlefords (M. Campbell), invoquant alors le Règlement, a demandé la rétractation de cette expression. J'ai décidé que l'honorable député mis en cause devait:

...signaler qu'il n'avait aucunement l'intention d'accuser le représentant de Rosetown-Biggar de dénaturer intentionnellement les faits à la Chambre.

Le 4 juin, alors que l'honorable député d'Acadia (M. Quelch) avait la parole, l'honorable député d'Eglinton (M. Fleming) a posé la question de privilège déclarant, comme l'atteste la page 4824 du hansard:

L'honorable représentant d'Acadia (M. Quelch) vient de faire deux remarques qui portent gravement atteinte au privilège et constituent une contrefaçon de la vérité.

Et on ne lui a pas demandé de se rétracter.

Le 30 mai 1956, comme en fait foi la page 4624 des *Débats*, l'honorable député de Selkirk (M. Bryce) a déclaré que le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (M. Pickersgill) l'avait délibérément trompé. J'ai demandé à l'honorable député de Selkirk:

...car il sait que le Règlement interdit de dire qu'un honorable représentant a intentionnellement trompé un autre honorable représentant, de prendre les dispositions voulues pour redresser la situation.

Le 16 février 1956, comme l'atteste la page 1314 des *Débats*, pendant que parlait l'honorable député de Regina (M. Ellis), l'honorable député de Rosthern (M. Tucker) a invoqué la question de privilège dans les termes suivants:

Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. J'imagine que nul ne devrait prêter attention aux divagations de l'honorable vis-à-vis. Mais, en somme, quand il dénature intentionnellement mes paroles, je suis obligé de le signaler à la Chambre.

J'ai alors déclaré que l'honorable député de Rosthern:

...ne doit pas mentionner que le député de Regina dénature intentionnellement ses paroles.

Et M. l'Orateur Macdonald a rendu des décisions aussi dans le même sens. Certaines de ses décisions figurent au hansard, volume 1, 1952-1953, aux pages 291, 788 et 789. Je soutiens donc que l'expression dont je me